



LES ECHOS DE LA CITE



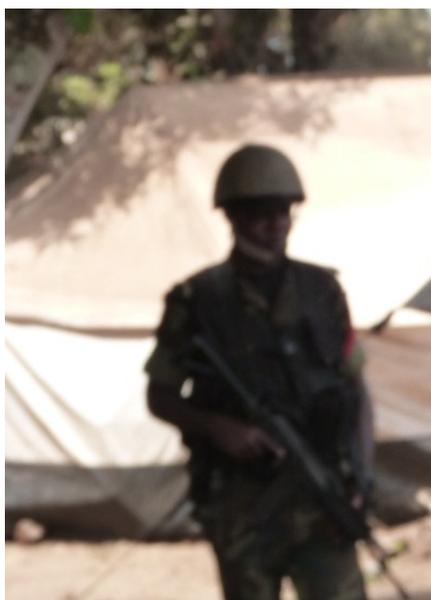
Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 32 • JANVIER 2015

Boko Haram : la CEEAC salue l'autorisation d'une Force multinationale mixte

Une concertation entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) s'est tenue le 31 janvier 2015 à Addis-Abeba (Ethiopie), en marge du 24^e Sommet de l'Union africaine (UA). Cette réunion, à laquelle a pris part le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a permis d'évaluer l'impact des activités de Boko Haram sur la paix, la sécurité et la stabilité de la sous-région. Après avoir fermement condamné les « actes barbares et inacceptables » de ce groupe terroriste contre les Etats du Bassin du Lac Tchad, les dirigeants concernés « se sont félicités » de la décision de l'Union africaine d'autoriser le déploiement de la Force multinationale mixte pour y faire face. Ils ont promis d'apporter à ladite Force, qui devrait compter 7500 soldats, « tout le soutien multiforme nécessaire à la réussite de [sa] mission ».

Solidarité et compassion

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont par ailleurs exprimé leur solidarité à l'endroit du Président Paul Biya, dont le pays subit les attaques récurrentes de Boko Haram. Ils ont également salué la « bravoure et le patriotisme » des Forces de Défense et de Sécurité du Cameroun et « les ont encouragées à poursuivre leurs efforts, sans relâche, jusqu'à l'éradication du groupe terroriste Boko Haram ». Dans le même ordre d'idées, ils ont rendu hommage au président Idriss Deby Itno et au Tchad, pour l'appui apporté au Cameroun dans ce cadre. Un



Une session extraordinaire du COPAX se tiendra le 16 février 2015 à Yaoundé afin « de mettre en place une stratégie sous-régionale pour soutenir le Cameroun et le Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui menace de déstabiliser la sous-région ».



contingent tchadien y a en effet envoyé mi-janvier dernier.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC se réjouissent de la réussite du lancement des opérations dudit contingent ainsi que des « premières victoires engrangées lors des attaques dont [il a] été l'objet ». Ils ont exhorté les forces tchadiennes à persévérer dans cette voie tout en marquant « leur compassion et leurs condoléances » au Tchad pour la perte de quelques-uns de ses soldats engagés contre Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé d'activer les mécanismes appropriés, notamment le Pacte d'Assistance Mutuelle entre les Etats membres de la CEEAC et les

dispositions pertinentes du Protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) afin « de mettre en place une stratégie sous-régionale pour soutenir le Cameroun et le Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui menace de déstabiliser la sous-région ». Dans ce contexte, ils tiendront une session extraordinaire du COPAX le 16 février 2015 à Yaoundé (Cameroun). Elle sera précédée d'une réunion du Conseil des Ministres du COPAX (14 février) et celle de la Commission de Défense et de Sécurité (11 et 12 février).

En dehors de Boko Haram, la concertation d'Addis-Abeba a porté sur la situation politique et sécuritaire en République Centrafricaine (voir page 3).

LES PARTICIPANTS A LA REUNION D'ADDIS

La concertation du 31 janvier 2015 à Addis-Abeba était présidée par M. **Idriss Deby Itno** (Président du Tchad, Président en exercice de la CEEAC). Plusieurs de ses pairs ou leurs représentants y ont pris part ainsi que des partenaires régionaux et internationaux : MM. **Obiang Nguema Mbasogo** (Président de la Guinée Equatoriale) ; **Denis Sassou Nguesso** (Président du Congo, Médiateur international dans la crise centrafricaine) ; **Ali Bongo Ondimba** (Président du Gabon) ; **Gervais Rufyikiri** (2^eme Vice-président de la République du Burundi) ; **Mahamat Kamoun** (Premier ministre de Transition de la République Centrafricaine) ; **Georges Chicoti** (Ministre des Affaires étrangères de l'Angola, représentant le Président **José Eduardo Dos Santos**) ; **Pierre Moukoko Mbonjo** (Ministre des Relations extérieures du Cameroun, représentant le Président **Paul Biya**) ; **Léonard Ngaylulu** (Conseiller principal du Chef de l'Etat au Collège chargé des questions politiques et diplomatiques, représentant M. **Joseph Kabila Kabange**, Président de la République démocratique du Congo) et **Urbino Botelho** (Ambassadeur Directeur de la République extérieure, représentant M. **Manuel Pinto Dacosta**, Président de Sao Tomé et Príncipe).

En ce qui concerne les organisations sous-régionales, régionales et internationales, on a noté la présence de MM. **Ahmad Allam-Mi** (Secrétaire général de la CEEAC) ; **Abdoulaye Bathily** (Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef de l'UNOCA et membre de la Médiation internationale) ; **Babacar Gaye** (Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA, Chef de la MINUSCA) et **Jean-Marie Michel Mokoko** (Représentant spécial de la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Chef de la MISAC).

L'UNOCA condamne les attaques de Fotokol

Au moment où nous bouclons cette Newsletter, nous apprenons que des militaires tchadiens et camerounais ainsi que plusieurs civils ont trouvé la mort lors d'une contre-attaque orchestrée le 4 février par Boko Haram sur Fotokol, ville de l'Extrême-Nord du Cameroun située à la frontière avec le Nigeria. L'UNOCA condamne ces actes injustifiés et injustifiables du groupe terroriste. Extrêmement peiné par l'ampleur de cette situation, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale exprime sa compassion aux familles endeuillées et réitère le soutien des Nations Unies au Cameroun et au Tchad.

Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochaine édition en proposant également des informations sur la participation des experts de l'ONU à la réunion de Yaoundé (5-7 février) sur la planification du déploiement de la future Force multinationale mixte (contre Boko Haram).

UN chief welcomes African Union's decision to combat Boko Haram



Photo UA

United Nations Secretary-General Ban Ki-moon welcomed the decision of the African Union to join forces to stop the advancement of the "murderous campaigns" waged by Boko Haram, as he stressed the importance of the continent's collaboration with the UN, emphasizing that "lives depend on preventive-diplomacy and peacekeeping."

Mr. Ban was in Addis Ababa, Ethiopia, for the African Union (AU) Summit, a gathering of the continent's 54 nations, to discuss daunting challenges including the growing threat of Boko Haram. At the Summit's closing, African leaders pledged to join forces to fight the terror group, which has in recent weeks attacked villages in Cameroon, displacing thousands to neighbouring countries and sparking fears that its insurgency was expanding beyond Nigeria. Speaking to reporters on 31 January, the UN chief said he supported the AU's plan to fight the terror group with the establishment of a Multinational Joint Task Force, which must remain consistent with UN human rights due diligence policies.

"The murderous campaign waged by Boko Haram demands stronger and more coordinated action from us all," Mr. Ban

"The murderous campaign waged by Boko Haram demands stronger and more coordinated action from us all. Regional and international efforts must focus on protecting communities in northern Nigeria and across borders. More than a million internally displaced people and refugees must be able to return home,"

said. "Regional and international efforts must focus on protecting communities in northern Nigeria and across borders. More than a million internally displaced people and refugees must be able to return home," the Secretary-General added, reiterating his call for the immediate release of those who have been abducted, particularly the girls from Chibok.

Source : UN News Centre, 31 January 2015

LE SOUTIEN DE L'UNOCA

Dès l'annonce de l'appui de Ndjamena à Yaoundé par rapport à la lutte contre Boko Haram, l'UNOCA avait publié un communiqué de presse appréciant « cette initiative remarquable » du Tchad -dont l'économie et la sécurité sont également menacées par les attaques répétées de ce groupe terroriste. « Je félicite les autorités tchadiennes pour leur engagement résolu dans la lutte contre le terrorisme en Afrique centrale et au-delà », a alors affirmé M. Abdoulaye Bathily, rendant aussi hommage à la communauté internationale et en particulier aux pays amis de l'Afrique, qui ont promis leur aide et exprimé leur solidarité au Cameroun. En outre, le Chef de l'UNOCA a encouragé tous les Etats du Bassin du lac Tchad et ceux d'Afrique centrale en général à renforcer leur coopération, y compris avec le Nigeria, afin d'apporter une réponse régionale et coordonnée à ce fléau, qui représente un cancer dangereux pour la sous-région.

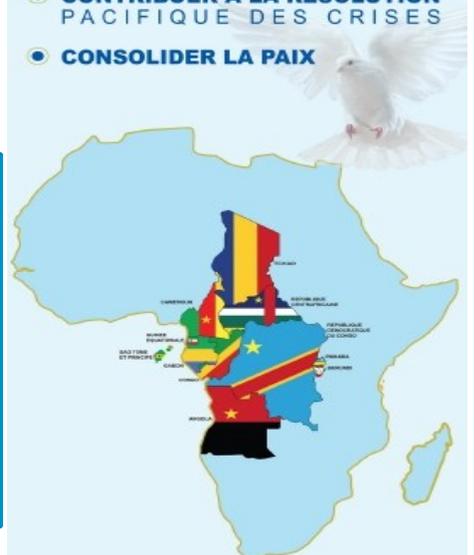
Par ailleurs, M. Bathily avait indiqué qu'il soutenait les démarches entreprises par la CEEAC, notamment celle consistant à saisir le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) « pour que des actions concrètes soient menées en vue de soutenir le Cameroun et d'éliminer la menace que constitue Boko Haram ».

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale a demandé, une fois de plus, aux populations des régions où sévit cette secte islamiste d'être vigilantes, compte tenu des actions imprévisibles et lâches des insurgés.

M. Bathily a saisi cette occasion pour inviter les éléments de Boko Haram à cesser immédiatement leurs agressions et à libérer toutes les personnes abusivement enlevées.



- PREVENIR LES CONFLITS
- CONTRIBUER A LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CRISES
- CONSOLIDER LA PAIX



LES ECHOS DE LA CITE

Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et réalisation : Norbert N. Ouendji

Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org

Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob. +(241) 05 72 23 23

Web: <http://unoca.unmissions.org>

twitter.com/UNOCA_NEWS

B.P. : 23773 Libreville, Gabon

Sommet de l'UA : les dirigeants d'Afrique centrale évaluent la situation en RCA



UN Photo/Marco Casiro

Comme indiqué en première page, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la sous-région se sont réunis le 31 janvier à Addis-Abeba lors du Sommet de l'UA. Au cours de cette rencontre présidée par M. Idriss Deby Itno, Président en exercice de la CEEAC (photo), ils ont félicité les autorités de la Transition centrafricaine pour les progrès accomplis et les ont exhortées à poursuivre leurs efforts afin d'organiser les consultations locales puis le Forum de Bangui ainsi que les élections. Ils ont déploré les entraves à ce processus et condamné les violences que continuent de perpétrer certains groupes armés sur la population civile ainsi que les enlèvements de personnes, y compris des personnalités politiques de la Transition. « Les auteurs de ces entraves en subiraient les conséquences », ont prévenu les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC. Ils ont exprimé leur reconnaissance à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), à la Force européenne (EUFOR) et à l'opération française Sangaris. Ils leur ont par ailleurs demandé de « prendre les mesures appropriées contre les groupes armés qui continuent de semer la désolation dans les familles centrafricaines et

de déstabiliser la Transition, et ce, conformément à leur mandat ».

Pas de médiation parallèle

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont invité l'ensemble des acteurs de la crise centrafricaine à s'inscrire dans le processus de Brazzaville, « le seul susceptible de permettre l'organisation apaisée des élections en août 2015 et d'ouvrir la voie à une vie politique normale en République Centrafricaine ».

Faisant allusion aux pourparlers de Nairobi qui ont impliqué des anciens dirigeants sous le coup des sanctions internationales, ils ont précisé que « tout accord ou arrangement signé en dehors dudit processus est nul et de nul effet ». D'où la « nécessité d'éviter toute démarche parallèle pouvant compromettre les efforts en cours de la Communauté Internationale visant à rétablir la paix, la sécurité et la stabilité en République Centrafricaine ».

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont renouvelé leur confiance et leur soutien au Médiateur international, M. Denis Sassou Nguesso, Président du Congo.

■ UN SOMMET DE LA CEEAC EN VUE

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont profité de l'occasion offerte par la concertation tenue à Addis Abeba le 31 janvier pour convenir de l'organisation, à N'Djamena (Tchad), du 16ème Sommet ordinaire de la CEEAC, au cours de la deuxième quinzaine du mois de mars 2015. La date exacte sera précisée après consultations des Etats membres par la présidence en exercice.

LA LRA AU MENU....

Lors de son séjour à Addis-Abeba dans le cadre du 24^e Sommet de l'Union africain (UA), le chef de l'UNOCA (qui faisait partie de la délégation de l'ONU conduite par le Secrétaire général) a eu une séance de travail le 29 janvier avec l'Envoyé spécial de l'UA pour l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), le Général à la retraite Jackson Tuwei. Ils ont essentiellement discuté des actions prioritaires à mener pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre ce groupe.

La réunion des Points focaux prévue fin février à Entebbe (Ouganda) permettra de faire



un tour d'horizon de ce dossier qui a récemment connu un développement important avec la défection de Dominic Ongwen, l'un des ex-commandants de la LRA. Le procès de ce dernier est actuellement en cours à la Haye (Cour pénale internationale).

Lors d'une rencontre avec M. Sam Kutesa, ancien ministre ougandais des Affaires étrangères et actuel président de l'Assemblée générale de l'ONU (photo), le chef de l'UNOCA a félicité l'Ouganda pour sa contribution significative au sein de la Force régionale d'intervention de l'UA pour la lutte contre la LRA.

Médiation internationale sur la RCA : le Représentant spécial était à Brazzaville puis à Bangui

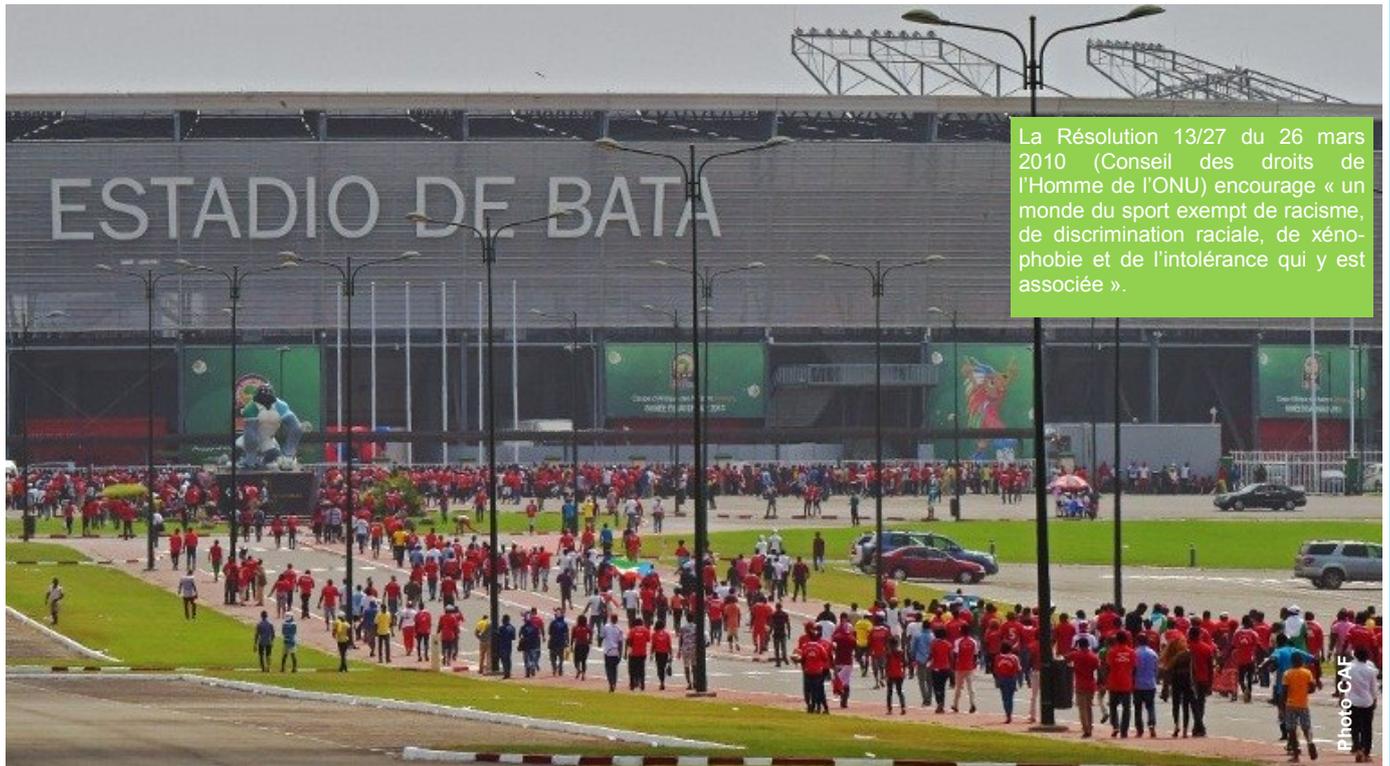


Présidence de la République du Congo

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a séjourné à Brazzaville du 9 au 19 janvier. Au cours de cette mission officielle, il a rencontré le Président congolais Sassou Nguesso, Médiateur de la crise centrafricaine. Ils ont fait le point sur les activités de la médiation internationale et discuté des prochaines étapes du processus politique en RCA, en particulier les enjeux du Forum national de réconciliation envisagé à Bangui dans quelques semaines. En marge de cette réunion, le Chef de l'UNOCA s'est également entretenu avec divers acteurs de la vie sociopolitique congolaise.

Après sa visite à Brazzaville, M. Bathily s'est rendu à Bangui du 19 au 21 janvier pour la suite de ses consultations dans le cadre de la médiation internationale sur la crise en RCA. Il a eu des entretiens avec plusieurs autorités de la transition (dont la Cheffe de l'Etat et le Président du Conseil national de transition) ainsi qu'avec des personnalités œuvrant pour la stabilité dans ce pays, y compris l'imam de Bangui, le groupe des Huit et divers membres de la communauté anti-balakas.

CAN 2015 : l'UNOCA a encouragé les équipes à respecter le fair-play et à renforcer leur esprit de fraternité



La Résolution 13/27 du 26 mars 2010 (Conseil des droits de l'Homme de l'ONU) encourage « un monde du sport exempt de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ».

A la veille de la 30^e Coupe d'Afrique des nations (CAN), dont le coup d'envoi a eu lieu le 17 janvier à Bata (Guinée équatoriale), le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a encouragé les équipes à observer le fair-play et à renforcer leur esprit de fraternité. Il a également demandé aux supporters et aux spectateurs de faire preuve de discipline en évitant des actes de violence ou tout débordement pouvant compromettre le bon déroulement de la compétition.

Culture de la tolérance

« Le football n'est pas seulement un jeu ou un divertissement, mais aussi un moyen de promouvoir et de diffuser les valeurs telles que l'endurance, la diversité, la solidarité et l'esprit d'équipe ainsi que l'acceptation des règles établies », a expliqué M. Bathily. « Ce sport populaire permet de bâtir une culture de la tolérance en favorisant la compréhension et le respect mutuel entre des acteurs d'horizons divers », a-t-il ajouté. « Le football est également un facteur d'unité au service de la paix et du développement », a par ailleurs noté le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, saluant la contribution des fédérations sportives nationales et

de la Confédération africaine de football (CAF) dans la lutte contre les fractures sociales et la promotion d'une Afrique positive et dynamique.

Football et diplomatie préventive

M. Bathily félicite les footballeurs pour leur participation significative et très appréciée dans ces actions citoyennes. Celles-ci cadrent avec les valeurs que défendent les Nations Unies à travers plusieurs instruments adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU, y compris la Résolution 66/5 du 17 octobre 2011 relative à « l'édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique ». Il en est de même de celle du 18 octobre 2010 (65/4) intitulée « le sport, moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix ». De plus, la Résolution 13/27 du 26 mars 2010 (Conseil des droits de l'Homme) encourage « un monde du sport exempt de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ».

C'est dans cet esprit que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la Confédération africaine de football (CAF) ont signé un cadre de partenariat le 10 novembre 2012 en marge de la 8^e édition de la CAN féminine qui a eu lieu à

Malabo. La CAF a apporté son soutien au lancement du « Tournoi de la Paix » initié par l'UNOCA en septembre 2013. De même, les deux institutions ont co-organisé un match international amical « pour la paix et la sécurité en Afrique centrale » le 7 décembre 2012 à Brazzaville entre les Diabes noirs du Congo et le Tout puissant Mazembé de la RDC (0-2).

« Le football n'est pas seulement un jeu ou un divertissement, mais aussi un moyen de promouvoir et de diffuser les valeurs telles que l'endurance, la diversité, la solidarité et l'esprit d'équipe ainsi que l'acceptation des règles établies ».

« Nous devons continuer à travailler ensemble pour faire en sorte que le sport en général, et le football en particulier, reste un puissant vecteur de communion, de cohésion sociale, de coexistence pacifique et d'épanouissement ainsi qu'un précieux outil de diplomatie préventive », a conclu M. Bathily, souhaitant que pendant la CAN 2015, le calme et la paix règnent dans tous les pays pour permettre aux populations de profiter des moments de joie qu'offre cette grande fête du football continental qui s'achève le 8 février.

DERNIERE HEURE : LA GUINEE EQUATORIALE ET LA RD CONGO DISPUTERONT LA TROISIEME PLACE

Parmi les seize équipes participant à la 30^e édition de la CAN, cinq appartenaient à la sous-région Afrique centrale couverte par l'UNOCA : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et la République Démocratique du Congo. Ces deux derniers pays ont atteint les demi-finales de la prestigieuse compétition et doivent se retrouver le 7 février dans le cadre de la petite finale pour la troisième place. La finale elle-même opposera le Ghana à la Côte d'Ivoire (8 février). **L'UNOCA rappelle la nécessité de respecter le fair-play et d'éviter les violences au cours de ces deux dernières rencontres.**

L'Afrique du Sud, l'Algérie, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Guinée, le Mali, le Sénégal, la Tunisie et la Zambie ont aussi pris part à la 30^e CAN.

Le Secrétaire général des Nations Unies dialogue avec les membres du personnel

Le 8 janvier, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a eu un échange (par vidéo téléconférence) avec les membres du personnel de plusieurs structures onusiennes basées hors du siège newyorkais, dont l'UNOCA. Après leur avoir présenté ses meilleurs vœux pour 2015, il a félicité les un(e)s et les autres pour la détermination avec laquelle ils s'investissent dans leurs missions au service de la paix, de la sécurité et du développement durable qui constituent la principale raison d'être de l'ONU. Il a reconnu que la tâche n'était pas facile compte tenu des défis importants et des moyens limités de l'Organisation. M. Ban Ki-moon a noté que 2014 a été particulièrement difficile en raison de l'apparition de nouvelles crises et des nouvelles menaces (Ebola) ainsi que la propagation du terrorisme dans plusieurs parties du monde.

A l'issue du propos liminaire de M. Ban Ki-moon, chaque représentation onusienne a été invitée à lui poser une question. En ce qui concerne l'UNOCA, c'est Nora qui a été désignée pour le faire. Elle a notamment demandé au Secrétaire général des Nations Unies comment il entendait faire pour renforcer les capacités opérationnelles de l'UNOCA en termes de ressources humaines et logistiques, compte tenu du fait que ce Bureau opère dans des zones conflictogènes... Il a promis que toutes les requêtes recueillies seront étudiées avec attention.



Afrique centrale : le Représentant spécial souhaite que 2015 soit une année de paix et de concorde



Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a suivi avec intérêt les discours à la nation des Présidents des pays d'Afrique centrale ainsi que les messages des diverses personnalités à différents niveaux, à l'occasion du nouvel an. Il a souligné qu'en mettant en avant la paix, la sécurité et la cohésion sociale comme gages de consolidation du processus démocratique indispensable au développement durable, ces hautes autorités ont réitéré leur attachement aux valeurs de la démocratie et de la gouvernance. Dans un communiqué de presse daté du 5 janvier, il a saisi cette occasion pour leur adresser ses vœux chaleureux de bonne et heureuse année 2015.

M. Bathily a exprimé les mêmes vœux aux partenaires onusiens ainsi qu'à tous les acteurs politiques et sociaux, y compris la société civile et la presse. Il a souhaité que 2015 soit une année de paix, de sécurité et de concorde nationale pour toutes les populations d'Afrique centrale.

ARRET SUR IMAGES



A l'aéroport international de Mpoko à Bangui (RCA), M. Abdoulaye Bathily et des collègues de la MINUSCA ont assisté, le 20 janvier, au transfert à la Cour pénale internationale (CPI), de Dominic Ongwen, l'un des ex-commandants de la LRA accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Photo MINUSCA

LA PHRASE DU MOIS

« Je partage les inquiétudes des citoyens préoccupés par l'attitude des dirigeants qui refusent de quitter leurs fonctions à la fin de leur mandat. Les changements constitutionnels non démocratiques et les vides juridiques ne devraient pas être utilisés pour s'accrocher au pouvoir. J'exhorte tous les dirigeants, en Afrique et dans le monde, à écouter leur peuple. Les dirigeants modernes ne peuvent pas se permettre d'ignorer les vœux et les aspirations de ceux qu'ils représentent ».
M. Ban Ki-moon, SG/ONU, Discours lors de l'ouverture du 24^e Sommet de l'Union africaine, 30 janvier 2014.

LE CHIFFRE

7500 C'est le nombre de soldats annoncé par l'Union africaine (UA) pour la constitution de la Force multinationale mixte devant lutter contre Boko Haram. « Les abus épouvantables de Boko Haram, sa cruauté indicible, son mépris total des vies humaines, ses destructions de biens totalement gratuites sont sans égales », a expliqué la présidente de la Commission de l'UA, Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, lors du Sommet de l'UA.

NECROLOGIE : UNOCA EN DEUIL...

Le 26 janvier, les membres du personnel de l'UNOCA ont appris avec une vive émotion, le décès brutal, à Bujumbura (Burundi), de leur collègue sierra léonais Moi-Asan Sensie. Ancien fonctionnaire international à la Mission des Nations Unies au Burundi (BNUB), il a effectué deux missions à Libreville courant 2014 pour suppléer le Responsable des Finances et du Budget de l'UNOCA, retourné au siège à New York. Une minute de silence a été observée en sa mémoire au cours d'un rassemblement organisé dans la salle de conférence le 27 janvier.



La disparition de Moi est révoltante. Elle rappelle que nous sommes simplement en transit sur terre. Et que « chaque pas dans la vie est un pas vers la mort », comme le soulignait le poète et dramaturge français Casimir Delavigne.

Bon voyage cher Moi. Que ton âme repose en paix.
 A bientôt ...